



Fédération de l'Énergie

Conférence

ACCÉLÉRATION DE LA TRANSITION BAS-CARBONE AU MAROC



REVUE DE PRESSE



COMMUNIQUÉ DE PRESSE



COMMUNIQUÉ DE PRESSE



LA FÉDÉRATION DE L'ÉNERGIE ET ENGIE NORTH AFRICA ORGANISENT UNE CONFÉRENCE SUR **L'ACCÉLÉRATION DE LA TRANSITION BAS-CARBONE AU MAROC**

**19 DÉCEMBRE 2023
HÔTEL BARCELÓ ANFA CASABLANCA**

La Fédération de l'Énergie et ENGIE North Africa organisent, le mardi 19 décembre 2023 matin à l'hôtel Barceló de Casablanca, une conférence sous la thématique « *Accélération de la transition bas-carbone au Maroc* ». Cette rencontre revêt une dimension toute particulière en rassemblant les acteurs de la transition énergétique au Maroc et des experts internationaux et nationaux. Conçu comme un catalyseur des ambitions autour de la transition bas-carbone, cet événement offre une plateforme unique pour aborder les opportunités et les défis liés aux différents programmes inscrits dans la stratégie de la transition énergétique du Royaume, ainsi qu'aux évolutions du cadre réglementaire et aux financements de cette transition.

Sous la dynamique éclairée de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, le Royaume s'est lancé en 2009 dans une stratégie de transition énergétique ambitieuse et visionnaire. Celle-ci a pour objectif de faire du Maroc un leader de la durabilité énergétique, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en promouvant les énergies renouvelables, tout en diminuant la dépendance énergétique du pays. Cette vision a montré toute sa pertinence, ces dernières années, alors que les conséquences du changement climatique sont de plus en plus visibles et que le contexte international induit de fortes tensions inflationnistes.

Depuis, le Maroc a notamment réalisé des progrès significatifs dans le développement de parcs éoliens et solaires, contribuant ainsi à la diversification de son mix énergétique et à la réduction de sa dépendance aux combustibles fossiles. Cette démarche englobe également des initiatives de stockage d'énergie, d'hydrogène renouvelable et d'infrastructures gazières, démontrant ainsi l'engagement du pays envers un avenir énergétique propre et durable.

La Fédération de l'Énergie, sous la présidence de Monsieur Mohammed Rachid Idrissi Kaitouni, et ENGIE North Africa ont décidé d'organiser conjointement une conférence sous le thème de l'« *Accélération de la transition bas-carbone au Maroc* ». À leur invitation, la plupart des acteurs du secteur seront rassemblés autour d'experts internationaux et nationaux réunis sur trois panels : « *Opportunités et programmes de la transition bas-carbone au Maroc* », « *Cadre réglementaire de la transition énergétique : évolutions et défis* » et « *Financement de la transition bas-carbone au Maroc et programmes d'investissement* ».

Participant au partage et à la consolidation des expertises, cette conférence invite aussi les acteurs du secteur à discuter ensemble des défis et à rechercher des solutions pertinentes pour accélérer la transition bas-carbone du Maroc. En mutualisant les compétences et en dynamisant les volontés, ce séminaire s'inscrit pleinement dans l'engagement du Royaume de jouer un rôle majeur dans la lutte contre le changement climatique et de servir d'exemple inspirant de leadership et d'innovation pour d'autres Nations cherchant à relever ce défi majeur, tout en préservant la compétitivité de ses acteurs économiques.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE



L'ACCÉLÉRATION DE LA TRANSITION BAS-CARBONE AU MAROC

19 DÉCEMBRE 2023
HÔTEL BARCELÓ ANFA CASABLANCA

Loïc JAEGERT-HUBER, Directeur Régional d'ENGIE North Africa, a déclaré : « *Nous sommes honorés de jouer un rôle actif dans la transition du Maroc vers une économie bas-carbone, contribuant ainsi à faire du Royaume un modèle énergétique exemplaire à l'échelle mondiale. Bénéficiant d'une présence historique dans ce pays, nous avons établi des partenariats durables avec les acteurs locaux pour répondre de manière proactive aux besoins croissants du marché de l'énergie. Les équipes d'ENGIE en Afrique du Nord sont pleinement investies dans la conception et le développement de solutions novatrices pour relever les nouveaux défis énergétiques, réglementaires, environnementaux et sociaux du Royaume.* »

À PROPOS DE ENGIE

ENGIE est un groupe mondial de référence dans l'énergie bas-carbone et les services. Avec ses 96 000 collaborateurs, ses clients, ses partenaires et ses parties prenantes, le Groupe est engagé chaque jour pour accélérer la transition vers un monde neutre en carbone, grâce à des solutions plus sobres en énergie et plus respectueuses de l'environnement. Guidé par sa raison d'être, ENGIE concilie performance économique et impact positif sur les personnes et la planète en s'appuyant sur ses métiers clés (gaz, énergies renouvelables, services) pour proposer des solutions compétitives à ses clients.

Chiffre d'affaires en 2022 : 93,9 milliards d'euros Coté à Paris et Bruxelles (ENGIE), le Groupe est représenté dans les principaux indices financiers (CAC 40, Euronext 100, FTSE Euro 100, MSCI Europe) et extra-financiers (DJSI World, Euronext Vigeo Eiris - Europe 120 / France 20, MSCI EMU ESG screened, MSCI EUROPE ESG Universal Select, Stoxx Europe 600 ESG-X).

www.engie.com

À PROPOS DE LA FÉDÉRATION DE L'ÉNERGIE

Créée en 2001 et rassemblant des acteurs clés du secteur énergétique au Maroc, la Fédération de l'Énergie est au service de l'énergie de demain et du développement. Afin de remplir la mission qu'elle s'est donnée, la Fédération fait preuve, depuis sa fondation, d'une forte capacité de propositions et de contributions au débat national et international sur l'énergie, cherchant ainsi à établir le consensus indispensable à l'accompagnement d'une stratégie énergétique adaptée aux réalités du Maroc. La Fédération de l'Énergie organise annuellement des conférences autour de sujets d'actualité, illustrant directement les problématiques énergétiques du Royaume. Elle s'est également dotée d'un magazine trimestriel téléchargeable depuis son site internet.

www.fedenerg.ma



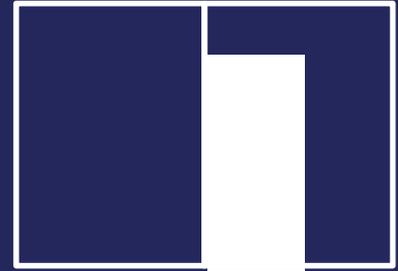


RETOMBÉES PRESSES ÉCRITE & DIGITALE



HYDROGEN H₂

HYDROGEN H₂

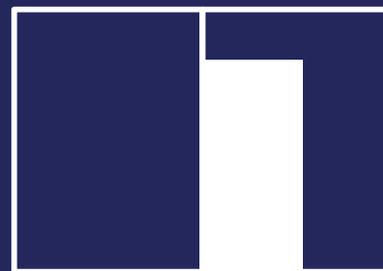


Partager

19/12/2023 18:49 -

FOCUS À CASABLANCA SUR L'ACCÉLÉRATION DE LA TRANSITION BAS-CARBONE AU MAROC

L'accélération de la transition bas-carbone au Maroc a été au centre d'une conférence, tenue mardi à Casablanca, en présence d'un parterre d'experts nationaux et internationaux dans le secteur de l'énergie. Organisée par la Fédération de l'Énergie et "ENGIE North Africa", un groupe mondial de référence dans l'énergie bas-carbone, cette conférence offre une plateforme pour aborder les opportunités et les défis liés aux différents programmes inscrits dans la stratégie de la transition énergétique du Royaume, ainsi qu'aux évolutions du cadre réglementaire et aux financements de cette transition. S'exprimant à cette occasion, le président de la Fédération de l'Énergie, Rachid Idrissi Kaitouni a rappelé que le Royaume s'est lancé en 2009 dans une stratégie de transition énergétique ambitieuse et visionnaire, ayant pour objectif de faire du Maroc un leader de la durabilité énergétique, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en promouvant les énergies renouvelables, tout en diminuant la dépendance énergétique du pays. "Cette vision a montré toute sa pertinence, ces dernières années, alors que les conséquences du changement climatique sont de plus en plus visibles et que le contexte international induit de fortes tensions inflationnistes", a relevé M. Idrissi Kaitouni. Selon lui, la tarification du carbone devrait faire partie d'une stratégie globale d'atténuation des émissions, appelant à utiliser les revenus de la tarification de carbone comme un moyen pour stimuler l'économie et contrecarrer la montée en flèche des prix des hydrocarbures. "L'économie bas-carbone constitue un levier de réduction des facteurs de production, qui permet aux entreprises d'être au diapason des nouvelles réglementations internationales notamment, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières qui prendra effet en 2026", a-t-il assuré. Pour sa part, Loïc Jaegert-Huber, directeur régional d'ENGIE North Africa, a mis l'accent sur les partenariats durables établis avec les acteurs locaux pour répondre de manière proactive aux besoins croissants du marché de l'énergie. "Les équipes d'ENGIE en Afrique du Nord sont pleinement investies dans la conception et le développement de solutions novatrices pour relever les nouveaux défis énergétiques, réglementaires, environnementaux et sociaux du Royaume", a affirmé M. Jaegert-Huber. A cette occasion, il a salué la stratégie bas-carbone du Maroc à l'horizon 2050, notant que le Royaume a franchi une étape significative en adhérant à une alliance internationale visant à abandonner progressivement l'utilisation du charbon au profit d'alternatives respectueuses de l'environnement. Au menu de la conférence, figurent trois panels portant sur les "Opportunités et programmes de la transition bas-carbone au Maroc", le "Cadre réglementaire de la transition énergétique : évolutions et défis" et le "Financement de la transition bas-carbone au Maroc et programmes d'investissement".



Focus à Casablanca sur l'accélération de la transition bas-carbone au Maroc

Actualités Mardi 19 Décembre 2023 13:12

Écoutez l'article



Medi1news - Map

L'accélération de la transition bas-carbone au Maroc a été au centre d'une conférence, tenue mardi à Casablanca, en présence d'un parterre d'experts nationaux et internationaux dans le secteur de l'énergie.

Organisée par la Fédération de l'Énergie et "ENGIE North Africa", un groupe mondial de référence dans l'énergie bas-carbone, cette conférence offre une plateforme pour aborder les opportunités et les défis liés aux différents programmes inscrits dans la stratégie de la transition énergétique du Royaume, ainsi qu'aux évolutions du cadre réglementaire et aux financements de cette transition.

S'exprimant à cette occasion, le président de la Fédération de l'Énergie, Rachid Idrissi Kaitouni a rappelé que le Royaume s'est lancé en 2009 dans une stratégie de transition énergétique ambitieuse et visionnaire, ayant pour objectif de faire du Maroc un leader de la durabilité énergétique, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en promouvant les énergies renouvelables, tout en diminuant la dépendance énergétique du pays.

"Cette vision a montré toute sa pertinence, ces dernières années, alors que les conséquences du changement climatique sont de plus en plus visibles et que le contexte international induit de fortes tensions inflationnistes", a relevé M. Idrissi Kaitouni.

Selon lui, la tarification du carbone devrait faire partie d'une stratégie globale d'atténuation des émissions, appelant à utiliser les revenus de la tarification de carbone comme un moyen pour stimuler l'économie et contrecarrer la montée en flèche des prix des hydrocarbures.

"L'économie bas-carbone constitue un levier de réduction des facteurs de production, qui permet aux entreprises d'être au diapason des nouvelles réglementations internationales notamment, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières qui prendra effet en 2026", a-t-il assuré.

Selon lui, la tarification du carbone devrait faire partie d'une stratégie globale d'atténuation des émissions, appelant à utiliser les revenus de la tarification de carbone comme un moyen pour stimuler l'économie et contrecarrer la montée en flèche des prix des hydrocarbures.

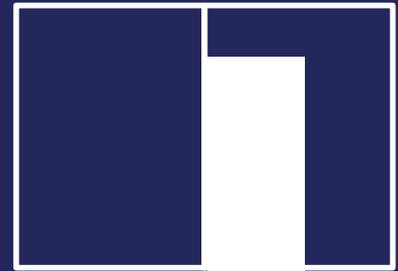
"L'économie bas-carbone constitue un levier de réduction des facteurs de production, qui permet aux entreprises d'être au diapason des nouvelles réglementations internationales notamment, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières qui prendra effet en 2026", a-t-il assuré.

Pour sa part, Loïc Jaegert-Huber, directeur régional d'ENGIE North Africa, a mis l'accent sur les partenariats durables établis avec les acteurs locaux pour répondre de manière proactive aux besoins croissants du marché de l'énergie".

"Les équipes d'ENGIE en Afrique du Nord sont pleinement investies dans la conception et le développement de solutions novatrices pour relever les nouveaux défis énergétiques, réglementaires, environnementaux et sociaux du Royaume", a affirmé M. Jaegert-Huber.

A cette occasion, il a salué la stratégie bas-carbone du Maroc à l'horizon 2050, notant que le Royaume a franchi une étape significative en adhérant à une alliance internationale visant à abandonner progressivement l'utilisation du charbon au profit d'alternatives respectueuses de l'environnement.

Au menu de la conférence, figurent trois panels portant sur les "Opportunités et programmes de la transition bas-carbone au Maroc", le "Cadre réglementaire de la transition énergétique : évolutions et défis" et le "Financement de la transition bas-carbone au Maroc et programmes d'investissement".



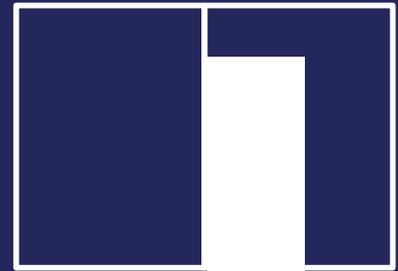
Transition bas-carbone : le temps presse !

ABONNÉS

LesEco.ma - 20/12/2023



Face aux conséquences climatiques de plus en plus visibles, l'accélération de la transition énergétique s'impose. Pour en débattre, la Fédération de l'énergie a organisé, en partenariat avec Engie, une rencontre qui a réuni le gotha du secteur des énergies. Conclusion des débats : le Maroc devrait accélérer la cadence et adopter un cadre législatif ainsi qu'un mécanisme de financement plus souple. C'est le sujet d'actualité qui est sur toutes les lèvres : la transition énergétique. Face au défi climatique qui s'intensifie au fil du temps, la célérité dans le déploiement de cette stratégie est plus que jamais préconisée, notamment avec l'approche d'importantes échéances telles que celle de la taxe carbone. Résultats probants Certes, la stratégie nationale, mise en place en 2009, a montré toute sa pertinence, mais bien des défis se sont imposés en cours de route. Il s'agit clairement des défis climatiques dont les enjeux sont conséquents. Et réduire la facture énergétique demeure le moyen le plus efficace. D'ailleurs, l'axe d'orientation de la stratégie nationale tourne autour de la réduction de l'empreinte carbone à travers l'émergence du mix énergétique. «La stratégie bas-carbone devrait être accélérée de par les conséquences du changement climatique, lesquelles sont de plus en plus visibles et du fait que le contexte international induit de fortes tensions inflationnistes. Ainsi, l'intérêt est de pouvoir déceler les opportunités et les défis afin d'élaborer les initiatives communes les plus appropriées pour s'inscrire dans la durabilité», souligne Rachid Idrissi Kaitouni, président de la Fédération de l'énergie. Une durabilité à laquelle le Maroc a bien adhéré. Preuve en est les résultats réalisés dans le secteur. En effet, depuis le lancement de la stratégie nationale, la capacité des énergies renouvelables a été triplée, selon l'ONEE. La même source indique, qu'entre 2022 et 2023, la capacité installée a été doublée pour atteindre actuellement 4.600 MGW. Comme il est prévu que la demande s'accroisse de 4,3% à l'horizon 2030, l'office prévoit aussi d'augmenter sa capacité globale huit, entre énergie éolienne et solaire, pour atteindre huit gigawatts. Dans la même perspective, l'ONEE table sur un dépassement de l'objectif qui est de porter la part des énergies renouvelables à 52%, pour parvenir à atteindre 63%. Cependant, lorsqu'on évoque les énergies renouvelables, cela n'exclut pas le gaz dans le mix énergétique. Ce dernier occupe une place à la fois stratégique et transactionnelle d'où les importants investissements en infrastructure gazière. Si des prouesses ont été réalisées au niveau des infrastructures, la problématique du stockage se pose avec acuité. Selon Masen, un projet de stockage, en cours de réalisation, devrait être opérationnel d'ici 2028, avec une capacité de 4.000 MGW. Par ailleurs, en termes d'opportunités pour le stockage, l'hydraulique représente un véritable potentiel à travers le développement des STEP (Station de transfert d'énergie par pompage). Dans ce sens, il est prévu d'atteindre une capacité de 10 GW à l'horizon 2030. Toujours en termes de capacités des énergies renouvelables, un projet d'autoroute éolienne sera lancé entre 2026 et 2027, lequel devrait permettre de transporter 3 GW. Les défis à surmonter Sauf que pour lancer ces chantiers grandioses, il a fallu adopter le cadre réglementaire y afférent. À l'unanimité, les professionnels du secteur attestent que l'ouverture du marché de l'électricité a été opportune pour le développement du secteur. De plus, la loi y afférente a connu un franc succès, sauf que les résultats auraient dû être plus probants, à les en croire. Ils appellent d'ailleurs à un changement prompt du cadre législatif lequel devrait octroyer plus de liberté aux opérateurs. De plus, le retard dans les publications des décrets d'application a été également pointé du doigt, notamment par rapport aux coûts de distribution que les distributeurs attendent de pied ferme. Pour sa part, l'ANRE a annoncé que les tarifs utilisation réseau et les tarifs système seront publiés à partir du mois de janvier. Il s'y ajoute également les capacités d'accueil en matière de distribution et de transport. D'autres insistent sur la mise en place d'un cadre plus attractif afin de stimuler davantage les investissements. L'autre chantier urgent est relatif à la taxe carbone. À ce sujet, l'arsenal juridique devrait également être renforcé. «Il est temps de passer à la vitesse supérieure pour pouvoir atteindre les objectifs escomptés, car à ce rythme, nous n'arriverons pas un mouvement fort de rupture qui doit s'opérer, surtout que le Maroc regorge de potentialités pour s'ériger en hub régional. Pour notre part, nous nous investissons pleinement dans la conception et le développement de solutions novatrices pour relever les défis», indique Loïc Faegert-Huber, directeur régional d'Engie Afrique du nord. Des défis qui ne se limitent pas qu'au cadre réglementaire, ils s'étendent aussi au financement. Certes, le Maroc prône les partenariats public-privé, mais la formule n'est pas encore au point. À noter que les retours sur investissement dans les énergies renouvelables se réalisent à long terme, raison pour laquelle les experts mettent l'accent sur l'instrumentalisation d'un financement dédié. Maryem Ouazzani / Les Inspirations ÉCO



Comment le Maroc veut gagner le pari des énergies renouvelables ?

Un troisième projet pilote dans l'hydrogène vert porté par l'IRESEN et l'UM6P, le GME qui sera bidirectionnel, le gaz naturel pour juguler l'intermittence des EnR et l'hydraulique qui gagnera en puissance... Le Maroc façonne sa stratégie des énergies renouvelables. En voici quelques grandes lignes.

Publié le 19 décembre 2023 à 19h59
Mis à jour le 19 décembre 2023 à 21h24
Par **Mohamed Amine Hafdi**



Le Royaume avance à grands pas dans son ambitieux chantier des énergies renouvelables. De l'autoroute électrique de 1.400 km d'une capacité de 3 GW, aux prochains investissements colossaux dans l'hydrogène vert, en passant par la sécurisation du stockage des EnR et le projet structurant du gazoduc Maroc-Nigéria, le Maroc se prépare de manière efficace à profiter de l'énorme potentiel offert par l'énergie verte pour répondre notamment aux enjeux de la décarbonation de l'économie mondiale.

C'est l'un des principaux messages retenus lors de la conférence «Accélération de la transition bas carbone au Maroc», organisée par la Fédération de l'énergie et le groupe Engie, ce mardi à Casablanca, et ponctuée de nombreuses annonces.

L'hydraulique, la biomasse, les STEP...

Kamal Htoute, directeur stratégie et planification à l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), a ainsi révélé que la capacité installée en éolien et solaire devra atteindre 8.000 mW d'ici à 2030, dépassant les objectifs tracés par la stratégie nationale énergétique.

Outre le solaire et l'éolien, l'hydraulique devra également se renforcer dans le mix énergétique national, ainsi que la biomasse.

«Le Maroc dispose déjà d'une longueur d'avance dans l'hydraulique avec plusieurs STEP qui sont aujourd'hui opérationnelles. Une station sera inaugurée prochainement et deux autres sont en cours de développement», a affirmé de son côté Samir Rachidi, DG de l'Institut de recherche en énergie solaire et en énergies nouvelles (IRESEN). Selon lui, la capacité potentielle du Maroc en production électrique à partir de l'hydraulique est de 10 GW. C'est dire toute l'importance de cette source d'énergie dans le mix national.

Comment résoudre la problématique de l'intermittence ?

Concernant l'épineuse problématique de l'intermittence des énergies renouvelables, le Maroc misera sur le gaz naturel. En effet, plusieurs leviers seront déployés pour juguler cette intermittence, notamment à travers des centrales de gaz naturel, en convertissant en premier lieu les centrales qui fonctionnent au fuel.

D'ici 2030, le pays devra disposer d'une capacité électrique de 2.000 mW fonctionnant au gaz naturel. Ceci sans oublier les centrales électriques à cycle combiné destinées principalement à l'industrie et au chauffage résidentiel.

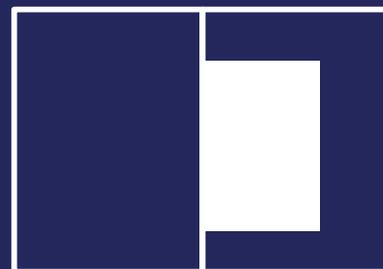
Le Gazoduc Maghreb-Europe (GME) jouera également un rôle stratégique dans cette stratégie. Firdaous El Ghazi, responsable des études techniques midstream à l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM), a annoncé que le Maroc et l'Espagne travaillent actuellement pour renforcer considérablement les flux acheminés via ce gazoduc.

Quel avenir pour le Gazoduc Maghreb-Europe ?

«Nous allons réaliser des hausses importantes en capacités à partir de 2024. De même, les travaux sont en cours, notamment au niveau des systèmes de pompage en Espagne, pour que le gazoduc soit bidirectionnel», déclare El Ghazi. Une bonne nouvelle qui conforte le Maroc dans son prochain positionnement en tant que fournisseur d'énergie verte à destination de l'Europe, notamment via le gazoduc Maroc-Nigéria.

Concernant d'ailleurs ce grand chantier, la responsable de l'ONHYM a précisé qu'il intègre d'ores et déjà une composante liée à l'hydrogène vert qu'il pourrait transporter au Vieux Continent.

S'agissant de cette énergie verte, le Maroc s'apprête à lancer dans les prochaines semaines son Offre de l'hydrogène vert. En attendant, l'IRESEN poursuit ses travaux de recherche dans ce domaine. «On travaille avec l'université Mohammed VI Polytechnique sur un troisième projet pilote pour l'hydrogène vert, ainsi que sur le développement d'un carburant vert», a lancé Samir Rachidi.



Solaire et éolien: la puissance installée au Maroc atteindra 8 gigawatts en 2030

19 décembre 2023



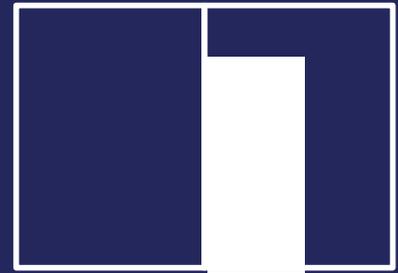
La Fédération de l'Énergie et ENGIE North Africa ont organisé, ce mardi à Casablanca, une conférence sous la thème: « Accélération de la transition bas-carbone au Maroc ».

L'InfoMédiaire était présent à l'événement.

Lors de cette rencontre, qui a réuni les acteurs de la transition énergétique au Maroc et des experts nationaux et internationaux, l'ONEE a annoncé qu'il est prévu d'atteindre 8 gigawatts en capacité installée en éolienne et solaire d'ici 2030.

Et d'indiquer que l'augmentation de la demande est estimée à 4,3% à cet horizon.

Pour rappel, le Royaume a lancé en 2009 sa stratégie énergétique nationale, qui vise notamment à porter la part des énergies renouvelables dans le mix électrique à 52% à l'horizon 2030.



Énergies renouvelables: des projets qui vont transformer le Maroc



Turbines éoliennes à Tarfaya (région de Laâyoune-Sakia El-Hamra). Brahim Taougar - Le360

Revue de presse Un troisième projet-pilote dans l'hydrogène vert porté par l'Iresen et l'UM6P, le GME, appelé à être bidirectionnel, du gaz naturel pour juguler l'intermittence des EneR, et l'hydraulique qui gagnera en puissance... C'est de cette manière que le Maroc construit sa stratégie dévolue aux énergies renouvelables. Une revue de presse de La Vie Éco.

Par **Nabil Ouzzane**

Le 19/12/2023 à 21h31

De l'autoroute électrique de 1.400 km d'une capacité de 3 Gw, aux prochains investissements colossaux dans l'hydrogène vert, en passant par la sécurisation du stockage des EneR et le projet structurant du gazoduc Maroc-Nigéria... C'est ainsi que le Maroc se prépare à profiter de l'énorme potentiel des différentes énergies vertes afin de répondre aux enjeux de la décarbonation de l'économie mondiale.

La Vie Éco a repris les principaux messages d'une conférence qui a eu lieu ce mardi 19 décembre 2023 à Casablanca, «*Accélération de la transition bas carbone au Maroc*», organisée par la Fédération de l'Énergie, et le groupe Engie.

Une rencontre caractérisée par les nombreuses annonces des personnes qui y ont assisté, comme Kamal Htoute, le directeur en charge de la stratégie et de la planification à l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), qui a révélé à l'assistance que les capacités déjà installées, éoliennes et solaires, devraient atteindre 8.000 Mw d'ici 2030, dépassant les objectifs tracés par la stratégie nationale énergétique.

En plus des énergies issues de la captation des rayonnements du soleil, des violentes bourrasques ou des douces brises, l'exploitation des ressources hydrauliques devraient aussi se renforcer dans le mix énergétique national, «*même que la biomasse*», a-t-il précisé.

«*Le Maroc dispose déjà d'une longueur d'avance dans l'hydraulique avec plusieurs STEP qui sont aujourd'hui opérationnelles. Une station sera inaugurée prochainement et deux autres sont en cours de développements*», a aussi expliqué un autre participant à cette conférence, Samir Rachidi, directeur général de l'Institut de recherches en énergie solaire et en énergies nouvelles (Iresen).

Samir Rachidi a expliqué que «*les capacités potentielles du Maroc en [termes de] production électrique à partir de l'hydraulique est de 10 Gw, c'est dire toute l'importance de cette source d'énergie dans le mix national*».

Concernant «*l'épineuse problématique de l'intermittence des énergies renouvelables, le Maroc misera sur le gaz naturel*», a-t-il assuré, car «*plusieurs leviers seront déployés pour juguler cette intermittence*», avec des centrales fonctionnant au gaz naturel, par une reconversion en premier lieu de celles qui fonctionnent en étant actuellement alimentées au fuel.

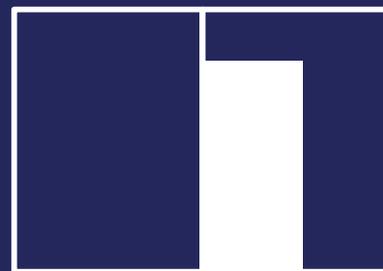
D'ici 2030, le pays devra disposer d'une capacité électrique de 2.000 Mw fonctionnant au gaz naturel, sans oublier les centrales électriques à cycle combiné, destinées principalement à l'industrie et au chauffage résidentiel, écrit *La Vie Éco*.

Le Gazoduc Maghreb-Europe (GME) devra également tenir un rôle stratégique dans ce déploiement à venir. Firdaous El Ghazi, responsable des études techniques midstream à l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM) a annoncé que le Maroc et l'Espagne travaillaient actuellement à «*renforcer considérablement les flux acheminés via ce gazoduc*».

Concernant les énergies vertes, le Maroc s'apprête à lancer, dans les prochaines semaines, sa propre «*Offre de l'hydrogène vert*» et l'Iresen poursuit justement ses travaux de recherches à ce propos. «*On travaille avec l'Université Mohammed VI Polytechnique sur un troisième projet pilote pour l'hydrogène vert, ainsi que sur le développement d'un carburant vert*», a lancé Samir Rachidi à l'assistance.

Par **Nabil Ouzzane**

Le 19/12/2023 à 21h31



Focus à Casablanca sur l'accélération de la transition bas-carbone au Maroc

Le12.ma | 15:40 - 19 décembre 2023



L'accélération de la transition bas-carbone au Maroc a été au centre d'une conférence, tenue mardi à Casablanca, en présence d'un parterre d'experts nationaux et internationaux dans le secteur de l'énergie.

Organisée par la Fédération de l'Énergie et « ENGIE North Africa », un groupe mondial de référence dans l'énergie bas-carbone, cette conférence offre une plateforme pour aborder les opportunités et les défis liés aux différents programmes inscrits dans la stratégie de la transition énergétique du Royaume, ainsi qu'aux évolutions du cadre réglementaire et aux financements de cette transition.

S'exprimant à cette occasion, le président de la Fédération de l'Énergie, Rachid Idrissi Kaitouni a rappelé que le Royaume s'est lancé en 2009 dans une stratégie de transition énergétique ambitieuse et visionnaire, ayant pour objectif de faire du Maroc un leader de la durabilité énergétique, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en promouvant les énergies renouvelables, tout en diminuant la dépendance énergétique du pays.

« Cette vision a montré toute sa pertinence, ces dernières années, alors que les conséquences du changement climatique sont de plus en plus visibles et que le contexte international induit de fortes tensions inflationnistes », a relevé M. Idrissi Kaitouni.

Selon lui, la tarification du carbone devrait faire partie d'une stratégie globale d'atténuation des émissions, appelant à utiliser les revenus de la tarification de carbone comme un moyen pour stimuler l'économie et contrecarrer la montée en flèche des prix des hydrocarbures.

« L'économie bas-carbone constitue un levier de réduction des facteurs de production, qui permet aux entreprises d'être au diapason des nouvelles réglementations internationales notamment, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières qui prendra effet en 2026 », a-t-il assuré.

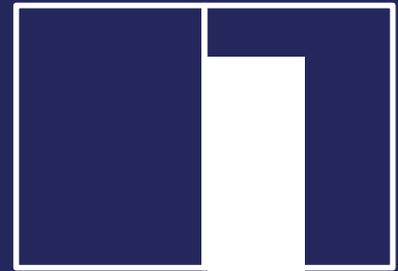
« L'économie bas-carbone constitue un levier de réduction des facteurs de production, qui permet aux entreprises d'être au diapason des nouvelles réglementations internationales notamment, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières qui prendra effet en 2026 », a-t-il assuré.

Pour sa part, Loïc Jaegert-Huber, directeur régional d'« ENGIE North Africa », a mis l'accent sur les partenariats durables établis avec les acteurs locaux pour répondre de manière proactive aux besoins croissants du marché de l'énergie.

« Les équipes d'ENGIE en Afrique du Nord sont pleinement investies dans la conception et le développement de solutions novatrices pour relever les nouveaux défis énergétiques, réglementaires, environnementaux et sociaux du Royaume », a affirmé M. Jaegert-Huber.

A cette occasion, il a salué la stratégie bas-carbone du Maroc à l'horizon 2050, notant que le Royaume a franchi une étape significative en adhérant à une alliance internationale visant à abandonner progressivement l'utilisation du charbon au profit d'alternatives respectueuses de l'environnement.

Au menu de la conférence, figurent trois panels portant sur les « Opportunités et programmes de la transition bas-carbone au Maroc », le « Cadre réglementaire de la transition énergétique : évolutions et défis » et le « Financement de la transition bas-carbone au Maroc et programmes d'investissement ».



Focus à Casablanca sur l'accélération de la transition bas-carbone au Maroc

Media7 X - 19 décembre 2023 à 12h55 Dernière mise à jour: 19 décembre 2023 à 12h55 2 minutes de lecture



L'accélération de la transition bas-carbone au Maroc a été au centre d'une conférence, tenue mardi à Casablanca, en présence d'un parterre d'experts nationaux et internationaux dans le secteur de l'énergie.

Organisée par la Fédération de l'Énergie et "ENGIE North Africa", un groupe mondial de référence dans l'énergie bas-carbone, cette conférence offre une plateforme pour aborder les opportunités et les défis liés aux différents programmes inscrits dans la stratégie de la transition énergétique du Royaume, ainsi qu'aux évolutions du cadre réglementaire et aux financements de cette transition.

S'exprimant à cette occasion, le président de la Fédération de l'Énergie, Rachid Idrissi Kaitouni a rappelé que le Royaume s'est lancé en 2009 dans une stratégie de transition énergétique ambitieuse et visionnaire, ayant pour objectif de faire du Maroc un leader de la durabilité énergétique, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en promouvant les énergies renouvelables, tout en diminuant la dépendance énergétique du pays.

"Cette vision a montré toute sa pertinence, ces dernières années, alors que les conséquences du changement climatique sont de plus en plus visibles et que le contexte international induit de fortes tensions inflationnistes", a relevé M. Idrissi Kaitouni.

Selon lui, la tarification du carbone devrait faire partie d'une stratégie globale d'atténuation des émissions, appelant à utiliser les revenus de la tarification de carbone comme un moyen pour stimuler l'économie et contrecarrer la montée en flèche des prix des hydrocarbures.

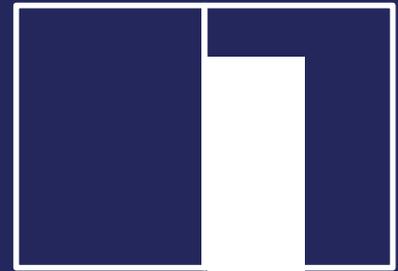
"L'économie bas-carbone constitue un levier de réduction des facteurs de production, qui permet aux entreprises d'être au diapason des nouvelles réglementations internationales notamment, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières qui prendra effet en 2026", a-t-il assuré.

Pour sa part, Loïc Jaegert-Huber, directeur régional d'"ENGIE North Africa", a mis l'accent sur les partenariats durables établis avec les acteurs locaux pour répondre de manière proactive aux besoins croissants du marché de l'énergie.

"Les équipes d'ENGIE en Afrique du Nord sont pleinement investies dans la conception et le développement de solutions novatrices pour relever les nouveaux défis énergétiques, réglementaires, environnementaux et sociaux du Royaume", a affirmé M. Jaegert-Huber.

A cette occasion, il a salué la stratégie bas-carbone du Maroc à l'horizon 2050, notant que le Royaume a franchi une étape significative en adhérant à une alliance internationale visant à abandonner progressivement l'utilisation du charbon au profit d'alternatives respectueuses de l'environnement.

Au menu de la conférence, figurent trois panels portant sur les "Opportunités et programmes de la transition bas-carbone au Maroc", le "Cadre réglementaire de la transition énergétique : évolutions et défis" et le "Financement de la transition bas-carbone au Maroc et programmes d'investissement".



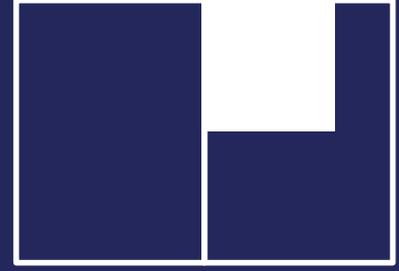
Presse

Transition bas-carbone : le temps presse !

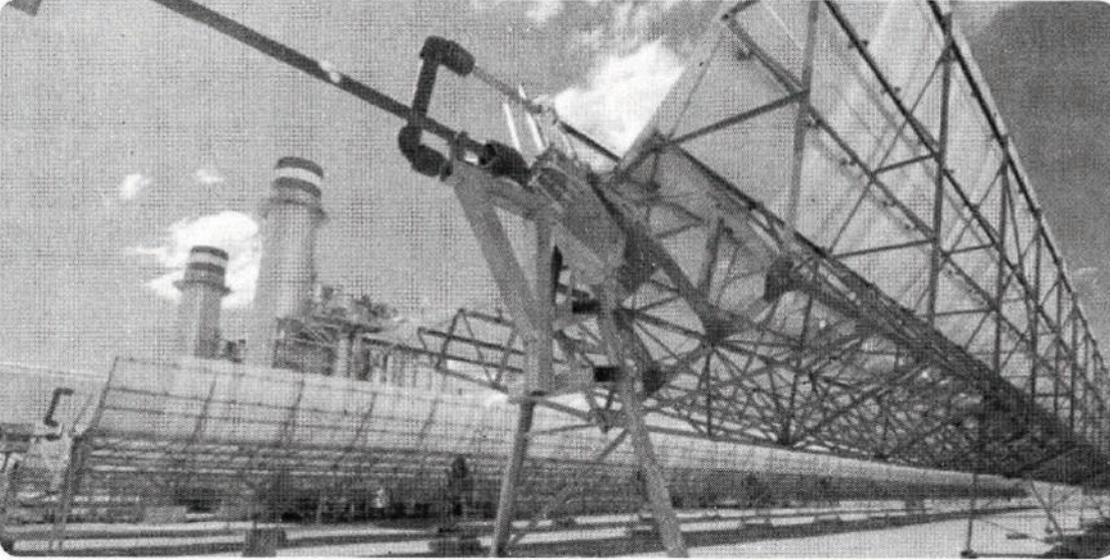
Rédigé le 20/12/2023
LesEco



Face aux conséquences climatiques de plus en plus visibles, l'accélération de la transition énergétique s'impose. Pour en débattre, la Fédération de l'énergie a organisé, en partenariat avec Engie, une rencontre qui a réuni le gotha du secteur des énergies. Conclusion des débats : le Maroc devrait accélérer la cadence et adopter un cadre législatif ainsi qu'un mécanisme de financement plus souple. C'est le sujet d'actualité qui est sur toutes les lèvres : la transition énergétique. Face au défi climatique qui s'intensifie au fil du temps, la célérité dans le déploiement de cette stratégie est plus que jamais préconisée, notamment avec l'approche d'importantes échéances telles que celle de la taxe carbone. Résultats probants Certes, la stratégie nationale, mise en place en 2009, a montré toute sa pertinence, mais bien des défis se sont imposés en cours de route. Il s'agit clairement des défis climatiques dont les enjeux sont conséquents. Et réduire la facture énergétique demeure le moyen le plus efficace. D'ailleurs, l'axe d'orientation de la stratégie nationale tourne autour de la réduction de l'empreinte carbone à travers l'émergence du mix énergétique. «La stratégie bas-carbone devrait être accélérée de par les conséquences du changement climatique, lesquelles sont de plus en plus visibles et du fait que le contexte international induit de fortes tensions inflationnistes. Ainsi, l'intérêt est de pouvoir déceler les opportunités et les défis afin d'élaborer les initiatives communes les plus appropriées pour s'inscrire dans la durabilité», souligne Rachid Idrissi Kaitouni, président de la Fédération de l'énergie. Une durabilité à laquelle le Maroc a bien adhéré. Preuve en est les résultats réalisés dans le secteur. En effet, depuis le lancement de la stratégie nationale, la capacité des énergies renouvelables a été triplée, selon l'ONEE. La même source indique, qu'entre 2022 et 2023, la capacité installée a été doublée pour atteindre actuellement 4.600 MGW. Comme il est prévu que la demande s'accroisse de 4,3% à l'horizon 2030, l'office prévoit aussi d'augmenter sa capacité globale huit, entre énergie éolienne et solaire, pour atteindre huit gigawatts. Dans la même perspective, l'ONEE table sur un dépassement de l'objectif qui est de porter la part des énergies renouvelables à 52%, pour parvenir à atteindre 63%. Cependant, lorsqu'on évoque les énergies renouvelables, cela n'exclut pas le gaz dans le mix énergétique. Ce dernier occupe une place à la fois stratégique et transactionnelle d'où les importants investissements en infrastructure gazière. Si des prouesses ont été réalisées au niveau des infrastructures, la problématique du stockage se pose avec acuité. Selon Masen, un projet de stockage, en cours de réalisation, devrait être opérationnel d'ici 2028, avec une capacité de 4.000 MGW. Par ailleurs, en termes d'opportunités pour le stockage, l'hydraulique représente un véritable potentiel à travers le développement des STEP (Station de transfert d'énergie par pompage). Dans ce sens, il est prévu d'atteindre une capacité de 10 GW à l'horizon 2030. Toujours en termes de capacités des énergies renouvelables, un projet d'autoroute éolienne sera lancé entre 2026 et 2027, lequel devrait permettre de transporter 3 GW. Les défis à surmonter Sauf que pour lancer ces chantiers grandioses, il a fallu adopter le cadre réglementaire y afférent. A l'unanimité, les professionnels du secteur attestent que l'ouverture du marché de l'électricité a été opportune pour le développement du secteur. De plus, la loi y afférente a connu un franc succès, sauf que les résultats auraient dû être plus probants, à les en croire. Ils appellent d'ailleurs à un changement prompt du cadre législatif lequel devrait octroyer plus de liberté aux opérateurs. De plus, le retard dans les publications des décrets d'application a été également pointé du doigt, notamment par rapport aux coûts de distribution que les distributeurs attendent de pied ferme. Pour sa part, l'ANRE a annoncé que les tarifs utilisation réseau et les tarifs système seront publiés à partir du mois de janvier. Il s'y ajoute également les capacités d'accueil en matière de distribution et de transport. D'autres insistent sur la mise en place d'un cadre plus attractif afin de stimuler davantage les investissements. L'autre chantier urgent est relatif à la taxe carbone. A ce sujet, l'arsenal juridique devrait également être renforcé. «Il est temps de passer à la vitesse supérieure pour pouvoir atteindre les objectifs escomptés, car à ce rythme, nous n'arriverons pas un mouvement fort de rupture qui doit s'opérer, surtout que le Maroc regorge de potentialités pour s'ériger en hub régional. Pour notre part, nous nous investissons pleinement dans la conception et le développement de solutions novatrices pour relever les défis», indique Loïc Faegert-Huber, directeur régional d'Engie Afrique du nord. Des défis qui ne se limitent pas qu'au cadre réglementaire, ils s'étendent aussi au financement. Certes, le Maroc prône les partenariats public-privé, mais la formule n'est pas encore au point. A noter que les retours sur investissement dans les énergies renouvelables se réalisent à long terme, raison pour laquelle les experts mettent l'accent sur l'instrumentalisation d'un financement dédié. Maryem Ouazzani / Les Inspirations ECO



إزالة الكربون من المناطق الصناعية ضرورة قصوى



أكد مشاركون في جلسة نقاش، انعقدت في إطار الدورة الثالثة للمنتدى الدولي للمناطق الصناعية، مؤخرا، بالرباط، أن إزالة الكربون من المناطق الصناعية لم تعد تمثل مجرد خيار، بل تكتسي طابعا حتميا ذا ضرورة قصوى.

وشكلت هذه الجلسة، التي نظمت حول موضوع "أي عرض جهوي وترابي للمناطق الصناعية الخالية من الكربون"، مناسبة لتسليط الضوء على أهمية مسألة إزالة الكربون من المناطق الصناعية في المملكة، مع استكشاف حلول دقيقة مكيفة مع الواقع الجهوي والترابي.

وفي معرض مداخلته بهذه المناسبة، أبرز المدير العام لمؤسسة "Innovative Energy & Efficiency"، التابعة لمجموعة صندوق الإبداع والتدبير، محمد أمين الهجهوج، الإنجازات الملحوظة التي حققها المغرب في مجال إزالة الكربون من الصناعة.

وشدد بالخصوص على الدور المركزي الذي تضطلع به عملية إزالة الكربون من الصناعة في السياق الحالي، مستحضرا المساهمة الكبيرة للاستراتيجية منخفضة الكربون على المدى الطويل (المغرب 2050)، والنموذج التنموي الجديد في تلبية هذه الضرورة البيئية.

وأضاف أن "موضوع إزالة الكربون لم يعد يقتصر على السياسات العمومية، بل بات يشكل انشغالا يوميا يتقاسمه الجميع".

ومن جانبه، أشار نائب مدير قطب النجاعة الطاقية والطاقة المتجددة بالوكالة المغربية للنجاعة الطاقية، محمد مكاي، إلى أن إزالة الكربون توفر فرصة هامة لتحسين تنافسية المناطق

في الاستقرار بالمغرب. وقال إن الدور الاستراتيجي لأي منطقة صناعية يكمن في الاضطلاع بدور محاور المطور، وبالتالي تسهيل الوصول إلى الطاقات المتجددة لفائدة المستثمرين"، موضحا أن هذه المقاربة تساهم في إحداث بيئة مناسبة لإزالة الكربون وتعزيز التحول المستدام للطاقة داخل المناطق الصناعية.

وتروم النسخة الثالثة من المنتدى الدولي للمناطق الصناعية، المنظمة بمبادرة من "مجلة صناعة المغرب" تحت شعار "المناطق الصناعية المستدامة"، أي تطور للعقارات المهنية المغربية من أجل دينامية اقتصادية"، خلق منصة للحوار بين الخبراء وصناع القرار والصناعيين، مما يتيح تبادل الأفكار والخبرات والممارسات الفضلى ذات الصلة بتطوير المناطق الصناعية المستدامة.

على تأثير ضريبة الكربون على القدرة التنافسية للمقاولات والمناطق الصناعية. وأضاف أن "إزالة الكربون تعقل فرصة هائلة للمغرب، ورافعة كبرى تتيح للمملكة العديد من الأوراق للعب في هذا المجال"، مشيدا بالطموح الذي أبداه المغرب في السعي لتحقيق هذه الأهداف. وبالنسبة جايجيرت هوبر، فإن إزالة الكربون ليست محض ضرورة، بل هي كذلك فرصة كبيرة للمصنعين من حيث الاستدامة والشمول الاجتماعي والمالي، مما يدعو إلى زيادة الوعي بين المصنعين فيما يتعلق بهذا التحول الحاسم.

من جهة أخرى، أشار المدير التقني لمناطق طنجة المتوسط، أيوب الرميلي، إلى أن الطاقة الخضراء تعقل أحد الشروط الأساسية في دفاقر تحملات المستثمرين الراغبين

النشط لجهود إزالة الكربون بالمغرب من خلال عدة مبادرات، بما في ذلك التوقيع على سلسلة من الاتفاقيات خلال الاجتماعات السنوية للبنك الدولي وصندوق النقد الدولي، المنعقدة مؤخرا بمراكش.

كما سلط الضوء على أهمية الشهادات الدولية في مجال إزالة الكربون، ولاسيما علامة "المجمعات الصناعية البيئية" (Eco Indu - trial Parks) التي تتيح دعما قيما لتدبير المناطق الصناعية، مساهمة بذلك في انتقالها نحو نماذج أكثر إيكولوجية واستدامة.

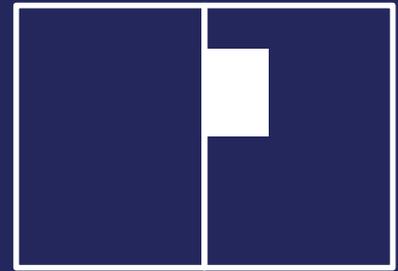
ومن جهته، ركز لويك جايجيرت هوبر، المدير الإقليمي لـ "إنجي" بشمال إفريقيا، على مختلف التهديدات المرتبطة بـ "عدم إزالة الكربون"، والتي تشمل الجوانب المناخية والجيوسياسية والاقتصادية، مع تسليط الضوء

الصناعية، معتبرا أن هذا التحول نحو ممارسات أكثر احتراما للبيئة يمكن أن يكون عاملا للنمو الاقتصادي.

كما أكد أنه "ينبغي أن تولي أهمية كبيرة لتوقع ضريبة الكربون، والحاجة إلى تحديد القطاعات الخضراء الجديدة كفرص يمكن استغلالها في هذا السياق الانتقالي"، داعيا إلى إرساء حوافز ضريبية للمصنعين بغية تشجيعهم على إزالة الكربون من أنشطتهم الصناعية.

كما دعا إلى تقاسم وسائل الإنتاج لإنشاء إنتاج مشترك للطاقة، واعتماد نهج يقوم على الاقتصاد الدائري، فضلا عن تعزيز الرقمنة من أجل زيادة الكفاءة التشغيلية.

من جانبها، أكدت غيثة حنان، مسؤولة مؤسسة التمويل الدولية بالمغرب، التزام المؤسسة بالدعم



Titre : AUJOURD'HUI LE MAROC
Date du passage: Mercredi 20 décembre 2023
Page de parution 1
Nb de pages total 24

TRANSITION BAS CARBONE AU MAROC

L'heure est à l'action !



»» PAGE 9

Accélération de la transition bas carbone au Maroc **L'heure est à l'action !**

Economie verte >>

La Fédération de l'énergie voit en la transition accélérée vers une économie sobre en carbone un moyen de faire du Royaume une référence en termes modes de production décarbonée, responsable et durable. Cela permettrait, selon Rachid Idrissi Kaitouni, d'élargir l'offre exportable du Maroc aux marchés porteurs et d'attirer sur le territoire national des investisseurs étrangers en quête d'opportunités dans le secteur de l'économie verte.

>> KAWTAR TALI

Les opportunités de la transition bas carbone au Maroc, son cadre réglementaire ainsi que les financements y afférents ont été au cœur d'une conférence-débat organisée par la Fédération de l'énergie et Engie. Cette rencontre intervient au lendemain de la COP28. Un événement qui a été marqué par des annonces majeures dont le triplement des investissements en renouvelable d'ici 2030, le dédoublement de l'efficacité énergétique ainsi que l'investissement dans le nucléaire et énergie bas carbone.

Des orientations auxquelles le Royaume adhère pleinement. «Le Maroc ne cesse de consolider sa position de leader énergétique durable à travers le renforcement des partenariats et l'adoption de l'innovation en donnant la priorité au mix énergétique durable.

Cependant, il aura besoin d'investissement lourd centré solidement dans une trajectoire de résilience et bas carbone à l'horizon 2050 », indique dans ce sens Rachid Idrissi Kaitouni, président de la Fédération de l'énergie. Et de poursuivre : «Certes, la réalisation de ces investissements sera progressive mais la transparence du cadre juridique et l'excellent potentiel en énergie verte font du Maroc un environnement attractif pour les investisseurs étrangers. Un centre d'exploitation stimulant la croissance et permettant de créer de nouveaux emplois et de transformer le pays en un pôle industriel vert».

Une vision fédératrice en marche

Le développement bas carbone figure en effet parmi les priorités énergétiques du Royaume. Une vision fédératrice a été élaborée dans ce sens, et dont les contours ont été présentés à l'occasion de la COP28. Cette stratégie vise notamment à accélérer la transition énergétique, le développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert ainsi que le renforcement de la capacité gazière. En effet, l'économie bas carbone constitue



Les participants ont réitéré leur engagement à construire un avenir durable et prospère plus respectueux de l'environnement. (D.R)

un levier de facteur de production pour une meilleure compétitivité des entreprises et leur permet d'être au diapason de nouvelles réglementations internationales notamment le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne à l'horizon 2026. «Le Maroc détient un potentiel colossal dans cette dynamique passionnante», affirme Loïc Jaegert-Huber, directeur régional d'Engie.

Cet intérêt se manifeste, selon le responsable, à plusieurs niveaux. «Le Maroc est un carrefour crucial, environnemental, économique et géostratégique avec des retombées significatives en matière de croissance économique, de renforcement de la souveraineté énergétique, de la compétitivité, de la création d'emploi, de l'exportation, de l'intégration régionale et de la modernisation des secteurs», indique-t-il.

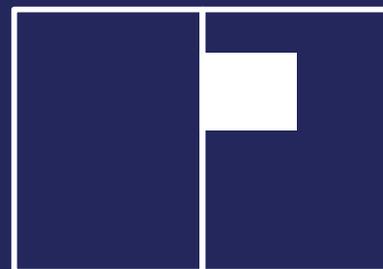
Et d'ajouter : «Notre ambition partagée est de faire du Maroc un leader énergétique régional et mondial. Un hub stratégique connectant l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient». Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du cycle de conférences initié par la Fédération de l'énergie, a permis aux acteurs et experts nationaux et internationaux d'explorer les enjeux, les opportunités, les défis ainsi que les évolutions du cadre réglementaire et du financement de la transition bas carbone au Maroc.

L'économie bas carbone constitue un levier de facteur de production pour une meilleure compétitivité des entreprises et leur permet d'être au diapason de nouvelles réglementations internationales.

2024, l'année de la conception de la taxe carbone

Les participants ont réitéré leur engagement à construire un avenir durable et prospère plus respectueux de l'environnement. Le momentum l'impose. L'année 2024 sera en effet consacrée à la conception de la taxe carbone au Maroc. Ceci passe par la délimitation du périmètre de la taxe ainsi que la détermination de la modalité de son application. Cette démarche portera sur un processus de concertation entre les différents départements ministériels concernés et les opérateurs privés sans oublier l'appui technique des institutions financières

internationales. «Notre fédération fera valoir ses propositions sachant que les entreprises varient considérablement en termes d'efficacité, de ressources financières ou encore de la capacité à réduire rapidement leurs émissions», précise dans ce sens M. Idrissi Kaitouni. Et de préciser que «les mesures qui y découleront devraient tenir compte de la taille des entreprises et leurs activités». Il est à souligner que la taxe carbone devrait encourager les entreprises à adopter des technologies plus propres en améliorant leur efficacité énergétique, ce qui pourrait inclure une réduction des déchets et une gestion de l'eau beaucoup plus efficace. D'autant plus que l'utilisation des revenus de la tarification carbone pourrait être un moyen pour stimuler l'économie et contrecarrer les dommages économiques causés par la montée en flèche du prix du carbone. Tenant compte de l'intérêt grandiose manifesté pour les investissements verts, les professionnels recommandent de maintenir des politiques prévisibles stables. La finalité étant de donner confiance aux investisseurs à long terme, de faciliter la collaboration entre le gouvernement et les entreprises. Il est également question d'élaborer des initiatives communes visant à promouvoir les investissements verts en les évaluant régulièrement pour s'assurer qu'elles restent efficaces et adaptées aux évolutions du marché. <<



TRANSITION BAS-CARBONE. UNE CÉLÉRITÉ DANS L'EXÉCUTION PRÉVAUT

Face aux conséquences climatiques de plus en plus visibles, l'accélération de la transition énergétique prévaut. Pour en débattre, la Fédération de l'énergie a organisé, en partenariat avec Engie, une rencontre qui a réuni le gotha du secteur des énergies. Conclusion des débats : le Maroc devrait accélérer la cadence et adopter un cadre législatif ainsi qu'un mécanisme de financement plus souple.



TRANSITION BAS-CARBONE

Le temps presse !

Face aux conséquences climatiques de plus en plus visibles, l'accélération de la transition énergétique s'impose. Pour en débattre, la Fédération de l'énergie a organisé, en partenariat avec Engie, une rencontre qui a réuni le gotha du secteur des énergies. Conclusion des débats : le Maroc devrait accélérer la cadence et adopter un cadre législatif ainsi qu'un mécanisme de financement plus souple.

C'est le sujet d'actualité qui est sur toutes les lèvres : la transition énergétique. Face au défi climatique qui s'intensifie au fil du temps, la célérité dans le déploiement de cette stratégie est plus que jamais préconisée, notamment avec l'approche d'importantes échéances telles que celle de la taxe carbone.

RÉSULTATS PROBANTS

Certes, la stratégie nationale, mise en place en 2009, a montré toute sa pertinence, mais bien des défis se sont imposés en cours de route. Il s'agit clairement des défis climatiques dont les enjeux sont conséquents. Et réduire la facture énergétique demeure le moyen le plus efficace. D'ailleurs, l'axe d'orientation de la stratégie nationale tourne autour de la réduction de l'empreinte carbone à travers l'émergence du mix énergétique. «La stratégie bas-carbone devrait être accélérée de par les conséquences du changement climatique, lesquelles sont de plus en plus visibles et du fait que le contexte international induit de fortes tensions inflationnistes. Ainsi, l'intérêt est de pouvoir déceler les opportunités et les défis afin d'élaborer les initiatives communes les plus appropriées pour s'inscrire dans la durabilité», souligne Rachid Idrissi Kaitouni, président de la Fédération de l'énergie. Une durabilité à laquelle le Maroc a bien adhéré. Preuve en est les résultats réalisés dans le secteur. En effet, depuis le lancement de la stratégie nationale, la capacité des énergies renouvelables a été triplée, selon l'ONEE. La même source indique, qu'entre 2022 et 2023, la capacité installée a été doublée pour



L'ONEE table sur un dépassement de l'objectif qui est de porter la part des énergies renouvelables à 52%, pour parvenir à 63%.

atteindre actuellement 4.600 MGW. Comme il est prévu que la demande s'accroisse de 4,3% à l'horizon 2030, l'office prévoit aussi d'augmenter sa capacité globale huit, entre énergie éolienne et solaire, pour atteindre huit gigawatts. Dans la même perspective, l'office prévoit aussi d'augmenter sa capacité globale huit, entre énergie éolienne et solaire, pour atteindre huit gigawatts. Cependant, lorsqu'on évoque les énergies renouvelables, cela n'exclut pas le gaz dans le mix énergétique. Ce dernier occupe une place à la fois stratégique et transactionnelle d'où les importants investissements en infrastructure gazière. Si des prouesses ont été réa-

lisées au niveau des infrastructures, la problématique du stockage se pose avec acuité. Selon Masen, un projet de stockage, en cours de réalisation, devrait être opérationnel d'ici 2028, avec une capacité de 4.000 MGW. Par ailleurs, en termes d'opportunités pour le stockage, l'hydraulique représente un véritable potentiel à travers le développement des STEP (Station

LES DÉFIS À SURMONTER

de transfert d'énergie par pompage). Dans ce sens, il est prévu d'atteindre une capacité de 10 GW à l'horizon 2030. Toujours en termes de capacités des énergies renouvelables, un projet d'autoroute éolienne sera lancé entre 2026 et 2027, lequel devrait permettre de transporter 3 GW. De plus, la loi y afférente a connu un

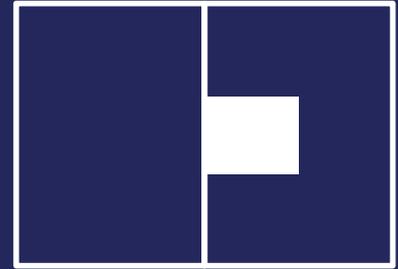
franc succès, sauf que les résultats auraient dû être plus probants, à les en croire. Ils appellent d'ailleurs à un changement prompt du cadre législatif lequel devrait octroyer plus de liberté aux opérateurs. De plus, le retard dans les publications des décrets d'application a été également pointé du doigt, notamment par rapport aux coûts de distribution que les distributeurs attendent de pied ferme. Pour sa part, l'ANRE a annoncé que les tarifs utilisation réseau et les tarifs système seront publiés à partir du mois de janvier. Il s'y ajoute également les capacités d'accueil en matière de distribution et de transport. D'autres insistent sur la mise en place d'un cadre plus attractif afin de stimuler davantage les investissements. L'autre chantier urgent est relatif à la taxe carbone. À ce sujet, l'arsenal juridique devrait également être renforcé. «Il est temps de passer à la vitesse supérieure pour pouvoir atteindre les objectifs escomptés, car à ce rythme, nous n'arriverons pas à un mouvement fort de rupture qui doit s'opérer, surtout que le Maroc regorge de potentialités pour s'ériger en hub régional. Pour notre part, nous nous investissons pleinement dans la conception et le développement de solutions novatrices pour relever les défis», indique Loïc Faegert-Huber, directeur régional d'Engie Afrique du nord. Des défis qui ne se limitent pas qu'au cadre réglementaire, ils s'étendent aussi au financement. Certes, le Maroc prône les partenariats public-privé, mais la formule n'est pas encore au point. À noter que les retours sur investissement dans les énergies renouvelables se réalisent à long terme, raison pour laquelle les experts mettent l'accent sur l'instrumentalisation d'un financement dédié.

Maryem Ouazzani

Comme il est prévu que la demande s'accroisse de 4,3% à l'horizon 2030, l'office prévoit aussi d'augmenter sa capacité globale installée, entre énergie éolienne et solaire, pour atteindre 8 gigawatts.

lisées au niveau des infrastructures, la problématique du stockage se pose avec acuité. Selon Masen, un projet de stockage, en cours de réalisation, devrait être opérationnel d'ici 2028, avec une capacité de 4.000 MGW. Par ailleurs, en termes d'opportunités pour le stockage, l'hydraulique représente un véritable potentiel à travers le développement des STEP (Station

de transfert d'énergie par pompage). Dans ce sens, il est prévu d'atteindre une capacité de 10 GW à l'horizon 2030. Toujours en termes de capacités des énergies renouvelables, un projet d'autoroute éolienne sera lancé entre 2026 et 2027, lequel devrait permettre de transporter 3 GW. De plus, la loi y afférente a connu un



Titre : LE MATIN
Date du passage: Mercredi 20 décembre 2023
Page de parution 1
Nb de pages total 28

Développement durable

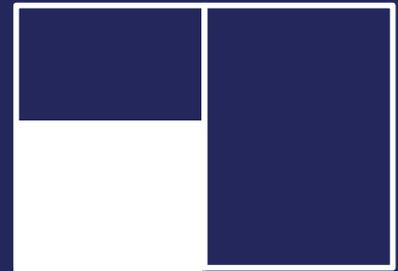
Transition énergétique bas carbone : un chantier titanesque aux nombreuses opportunités



L'engagement du Maroc dans la transition énergétique bas carbone ne se dément pas. De nombreux investissements sont consentis, mais le chantier est énorme avec ses défis mais aussi ses opportunités.

Un tour d'horizon a été effectué lors d'une rencontre de la Fédération de l'énergie et du groupe Engie, hier à Casablanca.

Titre : LE MATIN
 Date du passage : Mercredi 20 décembre 2023
 Page de parution : 10
 Nb de pages total : 28



Développement durable

Transition énergétique bas carbone : un chantier titanesque aux nombreuses opportunités

L'engagement du Maroc dans la transition énergétique bas carbone ne se dément pas. De nombreux investissements sont consentis, le chantier est énorme avec ses défis, mais aussi ses opportunités. Un tour d'horizon a été effectué lors d'une rencontre de la Fédération de l'énergie et le groupe Engie, hier à Casablanca.

La vision du Maroc pour une transition énergétique effective est sur la bonne voie, grâce à l'action concertée de nombreux acteurs ainsi qu'une panoplie de stratégies et de moyens mis au service des objectifs tracés. Pour Rachid Idrissi Kaitouni, président de la Fédération de l'énergie, les évolutions réalisées à ce jour, et celle qui se profilent, permettront au Royaume de jouer, dans un avenir proche, un rôle fondamental pour l'approvisionnement de l'Europe en énergie verte via l'électricité ou l'hydrogène, redessinant ainsi les équilibres géopolitiques de notre région. «Le Maroc a réalisé des progrès significatifs dans le développement de parcs éoliens et solaires, contribuant ainsi à la diversification de son mix énergétique et à la réduction de sa dépendance aux combustibles fossiles», souligne-t-il en ouverture d'une conférence organisée, mardi, par la Fédération et Engie sur le thème «Accélération de la transition énergétique bas carbone au Maroc». Le responsable a également mis en avant les efforts du pays pour le développement des projets de stockage d'énergie, de la production d'hydrogène vert et des infrastructures gazières, sans oublier la vision nationale pour un développement bas carbone.

«Présentée à la COP28 à Dubaï, cette stratégie revisitée vise notamment à accélérer la transition énergétique, le développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert, ainsi que le renforcement des capacités gazières», rappelle-t-il. Cependant, ni les progrès indéniables, ni les opportunités avérées n'occulent les défis qui se présentent toujours et les efforts qui restent à fournir pour la transition énergétique.

«Au niveau global, les premiers résultats sont loin d'être satisfaisants : à notre rythme actuel, nous n'atteindrons pas nos objectifs nationaux ou internationaux. Clairement pas», soutient Loïc Jaegeri-Huber, directeur régional d'Engie pour l'Afrique du Nord. «Je veux donc l'affirmer avec force : réveillons-nous, abandonnons les demi-mesures et les attitudes timorées, pour enfin adopter des mesures fortes et de rupture!» lance-t-il.

Intervenant également en ouverture de la conférence, Loïc Jaegeri-Huber a rappelé que son groupe, présent au Maroc depuis plus de 100 ans, collabore étroitement avec des partenaires locaux, tels que Nareva, sur des projets renou-



velables emblématiques comme le parc éolien de Tarfaya ou l'usine de dessalement couplée à l'éolien de Dakkla.

Engie : fini le charbon au Maroc en 2027 !

Le groupe Engie, ajoute-t-il, s'engage pleinement pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2015 pour lui et ses clients. Pour ce faire, ce leader mondial de la transition énergétique s'appuie sur une feuille de route qui repose sur plusieurs piliers, dont le développement des énergies renouvelables, de l'hydrogène vert et du dessalement décarboné, en plus du développement de ses capacités de stockage. Engie vise en effet 10 GW de capacité de stockage d'ici 2030, afin de répondre à des besoins de plus en plus flexibles. L'entreprise a également pour objectif de sortir du charbon d'ici 2025 en Europe et d'ici 2027 dans le monde, y compris au Maroc. L'autre priorité d'Engie est de verdifier son gaz au plus vite. «Nous ne croirons aux mégaprojets de type gazoduc Nigeria-Maroc que s'ils intègrent une vision renouvelable à court et moyen termes», affirme le responsable régional. «Le design du gazoduc Nigeria-Maroc prend en compte le facteur hydrogène et sera fait de façon à ce que le pipeline soit complètement converti à l'hydrogène une fois la maturité de ce marché confirmée», répond Firdaous El Ghazi, chef de projet responsable des études techniques à Midstream, filiale de l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM) en charge du développement du réseau de transport et du stockage du gaz naturel. Le gaz naturel, poursuit le responsable, est

essentiel dans la stratégie de transition énergétique et de décarbonation du Maroc, qui occupe une place à la fois stratégique et transitionnelle.

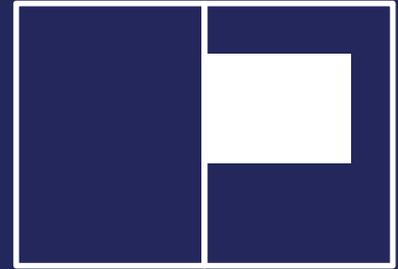
«C'est la capacité du gaz naturel à produire une source d'énergie stable et beaucoup moins émettrice en carbone, par rapport au charbon et aux dérivés du pétrole, qui le rend idéal pour pallier l'intermittence des énergies renouvelables», relève-t-elle, soulignant que l'infrastructure gazière la plus stratégique actuellement opérationnelle à l'échelle nationale est le gazoduc Maghreb-Europe (GME). Ce projet, actuellement unidirectionnel, se prépare d'ailleurs à passer à un mode opérationnel bidirectionnel, avec une augmentation de capacité à 100 GW en 2024, annonce Firdaous El Ghazi lors de son intervention lors du panel sur les opportunités et programmes de la transition bas carbone au Maroc. «Le gaz va continuer à avoir une place importante dans le mix énergétique national, notamment pour les centrales électriques à cycle combiné, le chauffage résidentiel et certains segments industriels. Et il est important que cette consommation de gaz s'accompagne par des investissements dans les renouvelables dans le cadre des engagements du Maroc en termes de développement durable et d'émissions carbone», note la responsable.

Sur cette question d'investissements, Rachid Idrissi Kaitouni a souligné que le Maroc a besoin de financements lourds pour s'ancrer solidement dans une trajectoire de résilience et bas carbone à l'horizon 2050. «Certes, la réalisation de ces investissements sera progressive, mais leur rentabilité considérable, faisant du Maroc un environnement attractif pour les investissements étrangers directs et un centre d'exportations, stimulant la croissance, permettant de créer de nouveaux emplois et transformant le pays en un pôle industriel "vert"», affirme-t-il.

Il indique aussi que les marchés financiers internationaux montrent également un intérêt croissant pour les investissements durables. «Les obligations vertes, les fonds d'investissement socialement responsables et d'autres instruments financiers axés sur l'impact environnemental attirent de plus en plus d'investisseurs», signale-t-il, recommandant de maintenir des politiques prévisibles et stables de tarification du carbone pour consolider les investissements verts et neutres en carbone.

À noter que cette rencontre a accueilli plusieurs acteurs et experts nationaux et internationaux de la transition énergétique pour explorer les enjeux, les opportunités, les défis ainsi que les évolutions du cadre réglementaire et des financements de la transition bas carbone au Maroc. ■

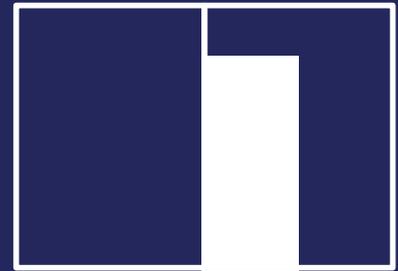
Mounia Senhaji



Titre : AUJOURDHUI.MA (VIDÉO)
Date du passage: Mercredi 20 décembre 2023
Durée de la vidéo: 3 minutes 34

AUJOURD'HUI LE MAROC

Vidéo



Economie Une

Accélération de la transition bas carbone au Maroc : L'heure est à l'action !

KAWTAR TALI • 20 DÉCEMBRE 2023 • 4 MINS LECTURE • 210 VUES



Les participants ont réitéré leur engagement à construire un avenir durable et prospère plus respectueux de l'environnement.

Economie verte : La Fédération de l'énergie voit en la transition accélérée vers une économie sobre en carbone un moyen de faire du Royaume une référence en termes modes de production décarbonée, responsable et durable. Cela permettrait, selon Rachid Idrissi Kaitouni, d'élargir l'offre exportable du Maroc aux marchés porteurs et d'attirer sur le territoire national des investisseurs étrangers en quête d'opportunités dans le secteur de l'économie verte.

Les opportunités de la transition bas carbone au Maroc, son cadre réglementaire ainsi que les financements y afférents ont été au cœur d'une conférence-débat organisée par la Fédération de l'énergie et Engie. Cette rencontre intervient au lendemain de la COP28. Un événement qui a été marqué par des annonces majeures dont le triplement des investissements en renouvelable d'ici 2030, le dédoublement de l'efficacité énergétique ainsi que l'investissement dans le nucléaire et énergie bas carbone.

Des orientations auxquelles le Royaume adhère pleinement. «Le Maroc ne cesse de consolider sa position de leader énergétique durable à travers le renforcement des partenariats et l'adoption de l'innovation en donnant la priorité au mix énergétique durable.

Cependant, il aura besoin d'investissement lourd centré solidement dans une trajectoire de résilience et bas carbone à l'horizon 2050 », indique dans ce sens Rachid Idrissi Kaitouni, président de la Fédération de l'énergie. Et de poursuivre: «Certes, la réalisation de ces investissements sera progressive mais la transparence du cadre juridique et l'excellent potentiel en énergie verte font du Maroc un environnement attractif pour les investisseurs étrangers. Un centre d'exploitation stimulant la croissance et permettant de créer de nouveaux emplois et de transformer le pays en un pôle industriel vert».

Une vision fédératrice en marche

Le développement bas carbone figure en effet parmi les priorités énergétiques du Royaume. Une vision fédératrice a été élaborée dans ce sens, et dont les contours ont été présentés à l'occasion de la COP28. Cette stratégie vise notamment à accélérer la transition énergétique, le développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert ainsi que le renforcement de la capacité gazière. En effet, l'économie bas carbone constitue un levier de facteur de production pour une meilleure compétitivité des entreprises et leur permet d'être au diapason de nouvelles réglementations internationales notamment le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Union européenne à l'horizon 2026. «Le Maroc détient un potentiel colossal dans cette dynamique passionnante», affirme Loïc Jaegert-Huber, directeur régional d'Engie.

Cet intérêt se manifeste, selon le responsable, à plusieurs niveaux. «Le Maroc est un carrefour crucial, environnemental, économique et géostratégique avec des retombées significatives en matière de croissance économique, de renforcement de la souveraineté énergétique, de la compétitivité, de la création d'emploi, de l'exportation, de l'intégration régionale et de la modernisation des secteurs», indique-t-il.

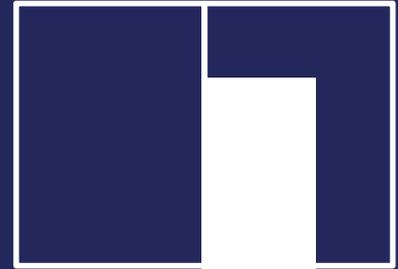
Et d'ajouter : «Notre ambition partagée est de faire du Maroc un leader énergétique régional et mondial. Un hub stratégique connectant l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient». Cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du cycle de conférences initié par la Fédération de l'énergie, a permis aux acteurs et experts nationaux et internationaux d'explorer les enjeux, les opportunités, les défis ainsi que les évolutions du cadre réglementaire et du financement de la transition bas carbone au Maroc.

2024, l'année de la conception de la taxe carbone

Les participants ont réitéré leur engagement à construire un avenir durable et prospère plus respectueux de l'environnement. Le momentum l'impose. L'année 2024 sera en effet consacrée à la conception de la taxe carbone au Maroc. Ceci passe par la délimitation du périmètre de la taxe ainsi que la détermination de la modalité de son application. Cette démarche portera sur un processus de concertation entre les différents départements ministériels concernés et les opérateurs privés sans oublier l'appui technique des institutions financières internationales. «Notre fédération fera valoir ses propositions sachant que les entreprises varient considérablement en termes d'efficacité, de ressources financières ou encore de la capacité à réduire rapidement leurs émissions», précise dans ce sens M. Idrissi Kaitouni.

Les participants ont réitéré leur engagement à construire un avenir durable et prospère plus respectueux de l'environnement. Le momentum l'impose. L'année 2024 sera en effet consacrée à la conception de la taxe carbone au Maroc. Ceci passe par la délimitation du périmètre de la taxe ainsi que la détermination de la modalité de son application. Cette démarche portera sur un processus de concertation entre les différents départements ministériels concernés et les opérateurs privés sans oublier l'appui technique des institutions financières internationales. «Notre fédération fera valoir ses propositions sachant que les entreprises varient considérablement en termes d'efficacité, de ressources financières ou encore de la capacité à réduire rapidement leurs émissions», précise dans ce sens M. Idrissi Kaitouni.

Et de préciser que «les mesures qui y découleront devraient tenir compte de la taille des entreprises et leurs activités ». Il est à souligner que la taxe carbone devrait encourager les entreprises à adopter des technologies plus propres en améliorant leur efficacité énergétique, ce qui pourrait inclure une réduction des déchets et une gestion de l'eau beaucoup plus efficace. D'autant plus que l'utilisation des revenus de la tarification carbone pourrait être un moyen pour stimuler l'économie et contrecarrer les dommages économiques causés par la montée en flèche du prix du carbone. Tenant compte de l'intérêt grandiose manifesté pour les investissements verts, les professionnels recommandent de maintenir des politiques prévisibles stables. La finalité étant de donner confiance aux investisseurs à long terme, de faciliter la collaboration entre le gouvernement et les entreprises. Il est également question d'élaborer des initiatives communes visant à promouvoir les investissements verts en les évaluant régulièrement pour s'assurer qu'elles restent efficaces et adaptées aux évolutions du marché.



Développement durable [TOUT VOIR](#)

Mercredi 20 Décembre 2023

Economie bas-carbone : «Un levier de réduction des facteurs de production»



Dans le cadre de sa stratégie nationale de la transition énergétique, le Maroc a réalisé au cours de ces dernières années des progrès considérables en matière de développement de parcs éoliens et solaires, contribuant ainsi à la diversification de son mix énergétique et à la réduction de sa dépendance aux combustibles fossiles.

Avec la signature lors de la COP28, qui s'est tenue à Dubai du 30 novembre au 12 décembre, de l'accord «historique» visant l'abandon progressif des combustibles fossiles, en vue d'éviter les «pires» conséquences du changement climatique, la question de la transition énergétique est plus que jamais au coeur de l'actualité.

A cet égard, la Fédération de l'énergie et Engie North Africa ont organisé, mardi 19 décembre 2023 à Casablanca, une conférence sous le thème : «Accélération de la transition bas-carbone au Maroc». Tenu en présence d'experts nationaux et internationaux, cet événement a été l'occasion d'échanger autour des multiples opportunités et défis liés aux différents programmes mis en place au Maroc dans le cadre de ladite stratégie.

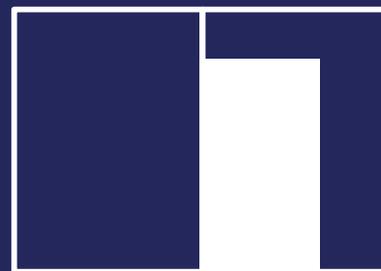
En effet, cette rencontre s'est articulée autour de trois panels complémentaires. Le premier s'est penché sur les programmes de la transition bas-carbone au Maroc notamment ceux portant sur les énergies renouvelables ou encore les infrastructures gazières. Le deuxième panel a pour sa part été consacré à l'évolution du cadre réglementaire régissant le secteur. A ce propos, les panélistes ont exposé les limites de la loi 13.09 soulignant ainsi la nécessité de sa révision. Quant au troisième panel, il a été dédié au financement de la transition bas-carbone au Maroc et aux programmes d'investissement.

«La tarification du carbone devrait faire partie d'une stratégie globale d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. Il est primordial d'utiliser les revenus de la tarification de carbone comme un moyen pour stimuler l'économie et contrecarrer la montée en flèche des prix des hydrocarbures. L'économie bas-carbone constitue un levier de réduction des facteurs de production, qui permet aux entreprises d'être au diapason des nouvelles réglementations internationales, notamment le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières qui prendra effet en 2026», a relevé Rachid Idrissi Kaitouni, président de la Fédération de l'énergie.

«Le Maroc s'est lancé en 2009 dans une stratégie de transition énergétique ambitieuse et visionnaire, ayant pour objectif d'en faire un leader de la durabilité énergétique, en réduisant ses gaz à effet de serre et en promouvant les énergies renouvelables, tout en diminuant la dépendance énergétique du pays. Cette vision a montré toute sa pertinence, ces dernières années, alors que les conséquences du changement climatique sont de plus en plus visibles et que le contexte international induit de fortes tensions inflationnistes», souligne-t-il.

De son côté, Loïc Jaegert-Huber, Directeur régional d'Engie North Africa, a assuré que les équipes de ce groupe industriel sont pleinement investies dans la conception et le développement de solutions novatrices pour relever les nouveaux défis énergétiques, réglementaires, environnementaux et sociaux du Royaume. «Nous sommes honorés de jouer un rôle actif dans la transition du Maroc vers une économie bas-carbone, contribuant ainsi à faire du Royaume un modèle énergétique exemplaire à l'échelle mondiale», a-t-il précisé.

Par ailleurs, Jaegert-Huber a indiqué que le Royaume a franchi une étape significative en adhérant à une alliance internationale visant à abandonner progressivement l'utilisation du charbon au profit d'alternatives respectueuses de l'environnement.



Transition énergétique bas carbone : un chantier titanesque aux nombreuses opportunités

L'engagement du Maroc dans la transition énergétique bas carbone ne se dément pas. De nombreux investissements sont consentis, le chantier est énorme avec ses défis, mais aussi ses opportunités. Un tour d'horizon a été effectué lors d'une rencontre de la Fédération de l'énergie et le groupe Engie, hier à Casablanca.



MOUNIA SENHAJI 20 DÉCEMBRE 2023 À 14:46

La vision du Maroc pour une transition énergétique effective est sur la bonne voie, grâce à l'action concertée de nombreux acteurs ainsi qu'une panoplie de stratégies et de moyens mis au service des objectifs tracés. Pour Rachid Idrissi Kaïtouni, président de la Fédération de l'énergie, les évolutions réalisées à ce jour, et celle qui se profilent, permettront au Royaume de jouer, dans un avenir proche, un rôle fondamental pour l'approvisionnement de l'Europe en énergie verte via l'électricité ou l'hydrogène, redessinant ainsi les équilibres géopolitiques de notre région.

«Le Maroc a réalisé des progrès significatifs dans le développement de parcs éoliens et solaires, contribuant ainsi à la diversification de son mix énergétique et à la réduction de sa dépendance aux combustibles fossiles», souligne-t-il en ouverture d'une conférence organisée, mardi, par la Fédération et Engie sur le thème «Accélération de la transition énergétique bas carbone au Maroc».

Le responsable a également mis en avant les efforts du pays pour le développement des projets de stockage d'énergie, de la production d'hydrogène vert et des infrastructures gazières, sans oublier la vision nationale pour un développement bas carbone.

«Présentée à la COP28 à Dubaï, cette stratégie revisitée vise notamment à accélérer la transition énergétique, le développement des énergies renouvelables et de l'hydrogène vert, ainsi que le renforcement des capacités gazières», rappelle-t-il. Cependant, ni les progrès indéniables, ni les opportunités avérées n'ocultent les défis qui se présentent toujours et les efforts qui restent à fournir pour la transition énergétique

«Au niveau global, les premiers résultats sont loin d'être satisfaisants : à notre rythme actuel, nous n'atteindrons pas nos objectifs nationaux ou internationaux. Clairement pas», soutient Loïc Jaegert-Huber, directeur régional d'Engie pour l'Afrique du Nord. «Je veux donc l'affirmer avec force : réveillons-nous, abandonnons les demi-mesures et les attitudes timorées, pour enfin adopter des mesures fortes et de rupture !» lance-t-il.

Intervenant également en ouverture de la conférence, Loïc Jaegert-Huber a rappelé que son groupe, présent au Maroc depuis plus de 100 ans, collabore étroitement avec des partenaires locaux, tels que Nareva, sur des projets renouvelables emblématiques comme le parc éolien de Tarfaya ou l'usine de dessalement couplée à l'éolien de Dakhla.

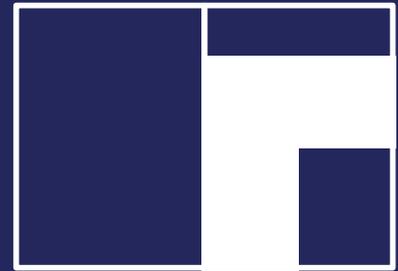
Engie : fini le charbon au Maroc en 2027 ! Le groupe Engie, ajoute-t-il, s'engage pleinement pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2045 pour lui et ses clients. Pour ce faire, ce leader mondial de la transition énergétique s'appuie sur une feuille de route qui repose sur plusieurs piliers, dont le développement des énergies renouvelables, de l'hydrogène vert et du dessalement décarboné, en plus du développement de ses capacités de stockage. Engie vise en effet 10 GW de capacité de stockage d'ici 2030, afin de répondre à des besoins de plus en plus flexibles. L'entreprise a également pour objectif de sortir du charbon d'ici 2025 en Europe et d'ici 2027 dans le monde, y compris au Maroc. L'autre priorité d'Engie est de verdifier son gaz au plus vite. «Nous ne croirons aux mégaprojets de type gazoduc Nigeria-Maroc que s'ils intègrent une vision renouvelable à court et moyen termes», affirme le responsable régional. «Le design du gazoduc Nigeria-Maroc prend en compte le facteur hydrogène et sera fait de façon à ce que le pipeline soit complètement converti à l'hydrogène une fois la maturité de ce marché confirmée», répond Firdaous El Ghazi, chef de projet responsable des études techniques à Midstream, filiale de l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM) en charge du développement du réseau de transport et du stockage du gaz naturel. Le gaz naturel, poursuit le responsable, est essentiel dans la stratégie de transition énergétique et de décarbonation du Maroc, qui occupe une place à la fois stratégique et transitionnelle.

«C'est la capacité du gaz naturel à produire une source d'énergie stable et beaucoup moins émettrice en carbone, par rapport au charbon et aux dérivés du pétrole, qui le rend idéal pour pallier l'intermittence des énergies renouvelables», relève-t-elle, soulignant que l'infrastructure gazière la plus stratégique actuellement opérationnelle à l'échelle nationale est le gazoduc Maghreb-Europe (GME). Ce projet, actuellement unidirectionnel, se prépare d'ailleurs à passer à un mode opérationnel bidirectionnel, avec une augmentation de capacité à 100 GW en 2024, annonce Firdaous El Ghazi lors de son intervention lors du panel sur les opportunités et programmes de la transition bas carbone au Maroc. «Le gaz va continuer à avoir une place importante dans le mix énergétique national, notamment pour les centrales électriques à cycle combiné, le chauffage résidentiel et certains segments industriels. Et il est important que cette consommation de gaz s'accompagne par des investissements dans les renouvelables dans le cadre des engagements du Maroc en termes de développement durable et d'émissions carbone», note le responsable.

Sur cette question d'investissements, Rachid Idrissi Kaïtouni a souligné que le Maroc a besoin de financements lourds pour s'ancrer solidement dans une trajectoire de résilience et bas carbone à l'horizon 2050. «Certes, la réalisation de ces investissements sera progressive, mais leur rentabilité considérable, faisant du Maroc un environnement attractif pour les investissements étrangers directs et un centre d'exportations, stimulant la croissance, permettant de créer de nouveaux emplois et transformant le pays en un pôle industriel "vert"», affirme-t-il.

Il indique aussi que les marchés financiers internationaux montrent également un intérêt croissant pour les investissements durables. «Les obligations vertes, les fonds d'investissement socialement responsables et d'autres instruments financiers axés sur l'impact environnemental attirent de plus en plus d'investisseur», signale-t-il, recommandant de maintenir des politiques prévisibles et stables de tarification du carbone pour consolider les investissements verts et neutres en carbone.

À noter que cette rencontre a accueilli plusieurs acteurs et experts nationaux et internationaux de la transition énergétique pour explorer les enjeux, les opportunités, les défis ainsi que les évolutions du cadre réglementaire et des financements de la transition bas carbone au Maroc.



La Fédération de l'Énergie et ENGIE North Africa ont organisé ce mardi 19 décembre 2023 une conférence sous la thématique « Accélération de la transition bas-carbone au Maroc ». Cette rencontre revêt une dimension toute particulière en rassemblant les acteurs de la transition énergétique au Maroc et des experts internationaux et nationaux.

Conçu comme un catalyseur des ambitions autour de la transition bas-carbone, cet événement offre une plateforme unique pour aborder les opportunités et les défis liés aux différents programmes inscrits dans la stratégie de la transition énergétique du Royaume, ainsi qu'aux évolutions du cadre réglementaire et aux financements de cette transition.

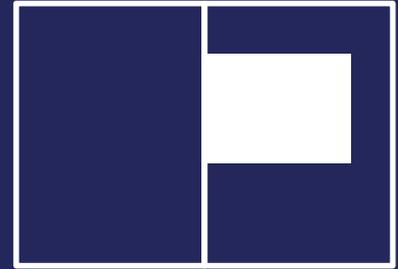
Loïc JAEGERT-HUBER, Directeur Régional d'ENGIE North Africa, a déclaré que des partenariats durables ont été établis avec les acteurs locaux pour répondre de manière proactive aux besoins croissants du marché de l'énergie. Il rappelle par ailleurs que les équipes d'ENGIE en Afrique du Nord sont pleinement investies dans la conception et le développement de solutions novatrices pour relever les nouveaux défis énergétiques, réglementaires, environnementaux et sociaux du Royaume.

A rappeler que sous la dynamique éclairée de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, le Royaume s'est lancé en 2009 dans une stratégie de transition énergétique ambitieuse et visionnaire. Celle-ci a pour objectif de faire du Maroc un leader de la durabilité énergétique, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre et en promouvant les énergies renouvelables, tout en diminuant la dépendance énergétique du pays. Cette vision a montré toute sa pertinence, ces dernières années, alors que les conséquences du changement climatique sont de plus en plus visibles et que le contexte international induit de fortes tensions inflationnistes.

Depuis, le Maroc a notamment réalisé des progrès significatifs dans le développement de parcs éoliens et solaires, contribuant ainsi à la diversification de son mix énergétique et à la réduction de sa dépendance aux combustibles fossiles. Cette démarche englobe également des initiatives de stockage d'énergie, d'hydrogène renouvelable et d'infrastructures gazières, démontrant ainsi l'engagement du pays envers un avenir énergétique propre et durable.



Titre : ECOACTU.MA (VIDÉO)
Date du passage: Mercredi 20 décembre 2023
Durée de la vidéo: 3 minutes 30



Vidéo



Fédération de l'Energie

